

Colère des Bamakois après les graves inondations

Dossier de la rédaction de H2o
September 2013

Le bilan des

inondations au Mali est lourd : les pluies diluviennes qui se sont abattues mercredi 28 août sur Bamako ont fait au moins 30 morts, plusieurs disparus et des centaines de sans-abris, selon le ministre de la Communication. D'autres bilans, donnés par des médias, indiquaient plus de cinquante morts, un chiffre contesté par la Croix-Rouge locale. Les quartiers populaires de Bankoni dans la commune 1 mais aussi dans la commune 4 ont été particulièrement touchés. Après la douleur, la colère monte chez les populations affectées.

Sama Camara est étudiant. Dans les inondations de son quartier, à Bankoni, il a tout perdu : ses diplômes, son ordinateur. La pluie a emporté ses espoirs de réussite. Mais Sama est surtout en colère : "L'eau a débordé du marigot. Mes documents universitaires, mes cours ont tous été emportés. Je suis en quatrième année d'économie et de gestion de Bamako. Je suis en colère contre nos élus, particulièrement le deuxième maire de la commune, qui a construit une station d'essence dans le lit même du marigot ! Cela fait des mois et des mois que l'on crie sur tous les toits, que l'on envoie des textes au gouvernement, au ministre, sans réponse. On en a marre ! L'eau ne circule pas. La voirie ne fait pas son boulot. J'ai moi-même ramassé une petite fille de 10 ans. L'autorité politique nous a oubliés. Le marigot de Bankoni fait beaucoup de dégâts, c'est un véritable désastre."

En ligne de mire, les élus du secteur. Moussa Marra est le maire de la commune 4, dont certains quartiers ont été submergés. Il se dit conscient des responsabilités de chacun notamment en raison de la pression urbaine : "Les populations, pour se loger, prennent des risques de plus en plus grands, soit sur le versant des collines, soit carrément dans le lit des rivières. Il y a aussi sans doute la faiblesse de l'état, qui fait qu'on n'arrive pas à dissuader, à empêcher que les gens s'adonnent à une gestion anarchique. On ne parvient pas à les en dissuader. Et on arrive à des situations comme ça."

Désormais, la priorité est d'offrir un abri aux sinistrés : au moins 600 familles qu'il conviendra de reloger correctement dans les prochaines semaines.

IRIN - Africa 30-08-2013

